

**HABITER, TRAVAILLER
ET AGIR ENSEMBLE
AU TEMPS DES TRANSITIONS**



FICHE-TERRITOIRE

**VALENCIENNES
MÉTROPOLE (59)**



**ÉCOUTES TERRITORIALES
2023**

Rappel de la démarche des Écoutes Territoriales

L'union nationale des acteurs du développement local (**unadel**) est une association militant pour un développement local sensible, coopératif et inclusif.

Depuis 1992, elle rassemble des élus, des acteurs associatifs, des professionnels de l'ingénierie territoriale, des universitaires, des habitants... mobilisés autour de la promotion et la reconnaissance des territoires de projets comme creuset de développement local et de l'idée que « **tout territoire constitue un bien commun** ».

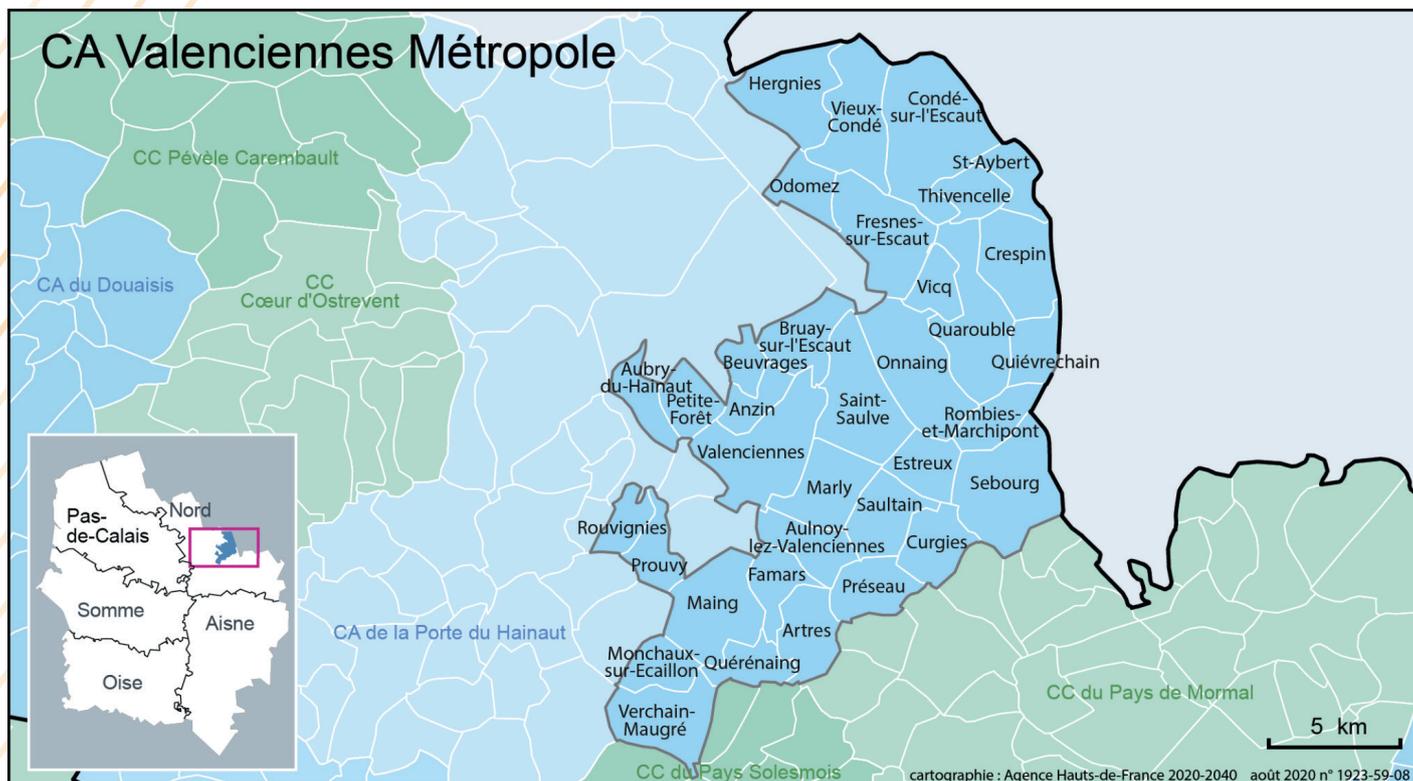
Cette monographie est le fruit des **Écoutes Territoriales** menées par l'unadel au cours de l'année, selon une méthodologie d'observation et d'analyse singulière initiée en 2014 en partenariat avec Mairie-Conseil, centrée sur les dynamiques locales de transition et leur gouvernance.

En 2023, les Écoutes ont porté sur 4 territoires : le Pays de Fayence (83), le PETR Sud Lozère (48), la Communauté de Communes de Puisaye-Forterre (89) et Valenciennes Métropole (59).

L'ensemble de ces travaux peut être consulté sur le site de l'UNADEL.

Le thème des Écoutes Territoriales 2023 est « **HABITER, TRAVAILLER ET AGIR ENSEMBLE AU TEMPS DES TRANSITIONS** ».

Ce document est un reflet des propos tenus par les personnes rencontrées.





Valenciennes Métropole : courte présentation

Située dans l'aire d'influence géographique et économique de l'Eurométropole de Lille, **Valenciennes Métropole** n'en constitue pas moins un pôle urbain autonome, le 4ème de la Région Hauts-de-France : une conurbation formée autour d'une ville dont le passé remonte à l'époque franque, qui fut une cité médiévale florissante et qui, devenant française sous Louis XIV, fut aménagée par Vauban comme l'une des principales places fortes du royaume. Capitale de la sidérurgie du nord au XIXème siècle grâce à l'essor de l'industrie charbonnière, la ville subira avec l'ensemble de la région, la crise conduisant au déclin puis à la fermeture des mines dans les années 1970-1980, avant de rebondir au tournant des années 90 grâce à une politique de relocalisation industrielle.

Au Sud-Est du département du Nord, Valenciennes Métropole jouit d'un positionnement géographique stratégique : adossée à la frontière belge et située à 45 km de l'Eurométropole de Lille, elle se trouve sur

l'axe Paris-Bruxelles-Amsterdam, desservie par les autoroutes A23 (vers Lille) et A2 (vers la Belgique) et par la LGV qui la relie à Paris en moins de 2 heures. Le tout dans un environnement privilégié aux portes de deux Parcs Naturels Régionaux : celui de l'Avesnois et celui de la Scarpe-Escault.

Au plan institutionnel, elle s'est constituée en une communauté d'agglomération de 264 km² et 192 000 habitants, formée de **35 communes rassemblées autour de Valenciennes (45 000 habitants)**.

S'appuyant sur une tradition culturelle et sociale forte, issue de l'industrie minière et d'une culture ouvrière ayant contribué à intégrer des générations de travailleurs venues du Sud et de l'Est de l'Europe, l'agglomération se forge aujourd'hui une nouvelle identité urbaine, économique et sociale.



1. HABITER :

Au-delà de la rénovation de l'habitat, des attentes autour du bien-vivre

Un état des lieux immobilier toujours préoccupant

C'est l'objet d'un constat unanime : que ce soit en location ou en acquisition, il n'est pas aisé de trouver à bien se loger sur le territoire de Valenciennes Métropole, y compris dans la ville-centre où le bâti ancien, parfois patrimonial et de prestige, souffre souvent d'obsolescence.

Face au logement indigne ou dégradé, qui représente encore une part significative du parc rural et urbain du territoire malgré l'importance de l'investissement public, face aux passoires thermiques du public et du privé et aux besoins qui persistent dans le secteur minier comme en quartiers prioritaires, la rénovation de l'habitat s'impose comme une priorité reconnue de tous.

Les chantiers ne manquent donc pas et la rénovation urbaine au sens de l'ANRU est en marche.



Mais les acteurs de la solidarité alertent sur les situations d'exclusions, et le nombre croissant de mal-logés ou de sans-toit : femmes seules, jeunes en rupture, personnes vulnérables... qui renvoient toutes et tous aux efforts qui restent à faire en matière d'hébergement d'urgence, de logement social, de suivi et d'accompagnement social.

Des politiques publiques volontaristes

Or cette situation révèle davantage l'immensité des besoins d'un habitat vieillissant et ne correspondant plus aux standards de confort et d'isolation du XXIème siècle, que l'incurie de responsables combattant sur tous les fronts : à travers l'EPFR sur la dépollution des friches industrielles, avec la SEM «Ville renouvelée» et l'ANAH tirant vers le haut les exigences de la rénovation thermique, phonique et architecturale du bâti, la collectivité mobilise ses outils de planification pour la production de logements et contre l'étalement urbain, pour la rénovation énergétique de l'habitat et la requalification de l'espace public au cœur de l'agglomération.

La Maison de l'Habitat, projet phare du projet métropolitain

Témoin et symbole de ce volontarisme, le projet de Maison de l'habitat nous a été présenté comme « le » levier majeur de la rénovation et de la transformation de l'habitat valenciennois.

Ses objectifs ? Réunir tous les acteurs de l'habitat en un guichet unique pour délivrer aux habitants une information claire et sérieuse sur les dispositifs et les aides disponibles leur permettant de réhabiliter leur logement. Ce faisant, toucher tous les publics – propriétaires comme locataires, urbains et ruraux, habitants du parc public ou privé – et donner un coup d'accélérateur à la dynamique de rénovation.

Le modèle prend forme, un site d'implantation est déjà pressenti aux abords de la gare centrale, et les conditions de réussite du projet semblent bien pensées pour bien accueillir, communiquer efficacement in situ comme en ligne, aller vers les publics les plus éloignés via des permanences décentralisées dans les communes périphériques ou une information itinérante.





Au fil des échanges, des questions surgissent cependant sur la possibilité de rassembler tous les acteurs en un lieu a priori restreint, la hauteur et l'accessibilité des aides financières, les approches alternatives de l'habitat etc...

Ainsi, des acteurs comme La Cense aux Pommiers ou l'Association gérontologique du Valenciennois plaident pour le développement du béguinage, de l'habitat partagé ou communautaire.

Les Compagnons bâtisseurs conduisent déjà des chantiers d'auto-réhabilitation et d'appui aux propriétaires occupants tandis que la Serre numérique travaille à des projets innovants de construction 3D. À travers l'Écoute territoriale, il semble que le prisme initial de la Maison de l'Habitat – celui de la rénovation énergétique – reste trop étroit et que le projet puisse s'ouvrir à d'autres formes d'habitat durable.

Des débats autour de la qualité de vie

Enfin, l'Écoute territoriale a permis de rencontrer et d'entendre la voix de ceux – généralement des natifs – qui sont le plus attachés au territoire.

Et ceux-ci égrainent spontanément les éléments qui fondent selon eux la qualité du cadre de vie local : les paysages de plaine et de campagne, une sociabilité « de village », la permanence de la tradition d'entraide et de solidarité, la jeunesse bien présente sur le territoire, la vie sociale et sportive, ces clubs (VA) et ces foyers culturels (Le Boulon, le Phénix) qui font la fierté des habitants.

Le tout sans le sentiment d'être captifs du territoire, car Lille ou la Belgique restent à portée de voiture.

En creux, ceux-ci dessinent aussi les contours de ce qui fait défaut, de ce qui ne permettrait pas seule-

ment « d'habiter décemment » mais de « bien-vivre ici » : une rénovation qui change l'image de l'habitat aux yeux de tous, un réseau de transports en commun et de pistes cyclables irriguant plus complètement ce vaste territoire, une carte scolaire qui préserve l'égalité des chances en matière de réussite éducative, des logements et des places d'accueil pour les personnes – enfants et adultes – en situation de handicap, davantage d'activités socio-culturelles en général.

En deux mots, des évolutions qui combinent la transformation du cadre de vie – logement, accessibilité et mobilité, paysage et accès à la nature – avec les facteurs d'épanouissement humain et d'inclusion sociale.



2. TRAVAILLER : Une renaissance économique inachevée, faute d'attractivité résidentielle

Le redressement spectaculaire d'un territoire « offrant du travail »

Dans une région marquée dans sa chair par le déclin du textile et du charbon, ce sont des bassins de vie entiers qui sont restés durablement marqués par la désertification économique et la déprise démographique.

Valenciennes fait notablement exception, ayant amorcé depuis près de 35 ans, sous l'impulsion de Jean-Louis Borloo, un redécollage industriel digne d'exemple.

Locomotives de ce redéveloppement : d'une part l'automobile, avec Toyota, Stellantis et leurs sous-traitants ; d'autre part et plus récemment, le numérique autour de Rubika et des Rives créatives de l'Escault : des filières ayant favorisé l'émergence d'un pôle universitaire autonome, à moins de 50 km de Lille et de Villeneuve d'Ascq.

Parallèlement et pour une part en articulation avec ces filières, s'est développé l'un des plus grands Pôles territoriaux de coopération économique de l'hexagone, le PTCE Phares, dédié notamment au numérique, aux mobilités économiques, à l'ESS et la transition écologique des entreprises.

Face au travail, une évolution sensible des mentalités

Dès lors, 2 univers axiologiques semblent aujourd'hui coexister sur le territoire : d'un côté, un monde centré sur le travail, pétri de valeurs ouvrières d'effort et de solidarité, soucieux de stabilité et d'efficacité concrète, non dénué de fatalisme et parfois de passivité, hérité du passé minier mais toujours bien représenté par les travailleurs « postés » de l'industrie automobile ; de l'autre, un monde plus individualiste et hédoniste, dont le travail ne constitue plus le pôle unique, un

monde professionnellement moins homogène où les aspirations à la responsabilité, à la liberté, aux loisirs, au changement global, se mêlent à une « quête de sens » multiforme, y compris chez ceux qui se sentent « enracinés » dans le territoire : certains maires de communes périphériques, des artistes, de jeunes entrepreneurs sociaux, des collectifs engagés dans la transition écologique.

Sans entamer la cohésion sociale toujours prégnante entre les groupes sociaux, ce dualisme – qui est aussi générationnel – suscite parfois conflits de valeurs et incompréhensions entre les habitants du territoire.

Les interpellations des travailleurs qui n'habitent pas le territoire

Reste une question douloureuse pour l'avenir du territoire : pourquoi nombre de ceux qui y ont trouvé du travail se refusent à y résider ?

Ils sont étudiants en transit, attendant de finir leurs études, cadres du privé et du public occupant la plupart des « emplois métropolitains supérieurs », ménages partagés entre les deux grands pôles urbains de l'intérieur du département (du Nord).

Si le travail et la proximité de Belgique les attachent au territoire, ils déplorent le déficit qualitatif de l'habitat, la faiblesse du réseau de transports en commun, le manque d'opportunités professionnelles pour leurs conjointes, et par-dessus tout, une ville-centre peu attrayante, cœur faible d'une vie sociale et culturelle trop restreinte à leurs yeux.

Certains d'entre eux ayant trouvé compensation dans le calme d'une grande maison avec jardin dans les franges de l'agglomération, ils ne participent guère à une vie sociale dans laquelle ils ne se retrouvent pas. Pour les autres, en attente d'une urbanité plus affirmée et plus intense, ils ont fait le choix d'habiter l'Eurométropole lilloise et de faire tous les jours le trajet domicile/travail (30 à 45' de transport en voiture ou en train).

Ce décalage entre attractivité économique et attractivité résidentielle – qui explique à lui seul que Valenciennes et son agglomération soient demeurés en-deçà des projections démographiques attendues – freine encore le développement et le rayonnement de la métropole.

Tout à fait conscients de cette lacune, la collectivité comme le conseil de développement savent qu'au-delà de la rénovation urbaine et de l'aménagement, c'est la qualité des services – éducation, sport, culture, santé – qui leur permettra à terme, de concilier la cohésion sociale et l'attractivité résidentielle.



Des acteurs engagés mais dispersés ?

Le fait est peu connu, souvent passé sous silence, ou demeurant sous les radars de l'analyse territoriale : Il existe dans l'agglomération, une activité associative ou collective alternative, foisonnante à défaut d'être importante, ouvrant potentiellement la voie à un développement plus soutenable du territoire.

Et cela dans une multiplicité de domaines : le spectacle et la culture (avec le FLAC, les Déchaînés du bocal ou le Baragraphe...), le réemploi, la lutte contre la surconsommation et l'insertion (avec le Maillon CR2I et plusieurs entreprises d'insertion par l'activité économique), les circuits courts alimentaires et la transition écologique (la Cense aux pommiers).

Ce qui caractérise ces acteurs : leur ancrage et leur attachement au territoire, leur volonté d'indépendance par rapport aux pouvoirs publics, leur difficulté à atteindre une certaine taille critique (ou leur refus en la matière), leur difficulté à faire masse.

Des communes qui montrent la voie

Pourtant, côté collectivités, il semble que des volontés politiques entrent en résonance avec de telles initiatives et qu'une certaine forme de réceptivité se développe.

Par exemple, la maire de Rombies travaille avec le CAUE et le PNR de l'Escault pour préserver l'identité architecturale et paysagère de sa commune tout en faisant évoluer la gouvernance municipale vers davantage de participation citoyenne.

Le maire de Marly a fait confiance au FLAC pour relancer la vie sociale et culturelle de sa commune, dans un lieu emblématique (« Chez Oscar ») combinant animation musicale, transition alimentaire et lien social.

Celui de Quiévrechain a permis au conseil citoyen et à l'association environnementaliste de se rencontrer et de travailler ensemble à un programme d'écologie populaire pour la commune (nichoirs, bourse aux graines, jardins solidaires, etc.) : un programme dans lequel le CCAS est très engagé et qui ne néglige ni le volet social (actions d'insertion et opérations intergénérationnelles avec les écoles), ni le volet urbain de l'affaire (déméralisation des espaces publics pour la reconstitution d'une trame verte locale). Ces élus démontrent ainsi leur volonté de s'appuyer sur les ressources, compétences et initiatives locales pour engager populations et territoires sur la voie des transitions.

3. AGIR ENSEMBLE : Un foisonnement d'initiatives locales pour les transitions restant à fédérer

Un signe qu'au-delà des frilosités politiques et de fonctionnements limitants parfois dénoncés, de l'attente des habitants parfois pointé du doigt, les collectivités et collectifs engagés du Valenciennois pourraient demain, agir ensemble plutôt qu'avancer côte à côte dans l'ignorance réciproque.

Le Plan Climat Énergie Territorial (PCAET) : catalyseur et levier d'une transition écologique et sociale plus puissante

Dès lors, l'équation se fait plus claire : où trouver l'élément fédérateur et démultiplicateur susceptible d'amplifier la dynamique de la transition sur le territoire du Valenciennois ?

Au terme de notre Écoute territoriale, il passe sans doute par la mise en œuvre accélérée du Plan Climat Énergie Territorial de l'agglomération.

Parce qu'il embrasse tous les domaines - habitat mais aussi énergie, alimentation, culture... -, parce qu'il souhaite « entrer dans le sujet de la transition par le prisme des économies et du pouvoir de vivre » pour répondre aux difficultés sociales de beaucoup d'habitants, parce qu'il se veut axé sur des solutions concrètes face à l'éco-anxiété de la jeunesse, le PCAET semble en effet en mesure de fédérer de nombreux acteurs et initiatives.

Il peut a priori s'appuyer sur des partenaires de choix : le FLAC, les AMAP, l'association Valentransition, le PTCE, lui-même incubateur de projets collectifs et vecteur majeur de coopérations horizontales au sein de la société civile.

Dans ces conditions, le rendez-vous du 8 octobre 2023, date de la première vraie édition du Village des Transitions, pourrait inaugurer une ère nouvelle pour l'avenir du territoire : en intégrant les trois dimensions de la vie locale - habiter, travailler, agir ensemble - sous le signe de la soutenabilité.





ÉCOUTES TERRITORIALES 2023

TERRITOIRE DE VALENCIENNES MÉTROPOLE

L'équipe écoutante :

Christine Brémond, administratrice de l'unadel,
Lydia Thiérus, adhérente, animatrice de dispositifs de participation citoyenne,
Bernard Bensoussan, expert-associé,
Rémi de Montaigne, salarié.

Document réalisé par l'équipe des écoutants et l'unadel - photos Valenciennes Métropole © unadel 2023



union nationale
des acteurs
du développement local

contact@unadel.org www.unadel.org

"Laboratoire des territoires d'avenir"

Depuis 1992, l'unadel agit pour un développement local coopératif, sensible et inclusif rassemblant l'ensemble des acteurs et parties prenantes de la vie des territoires.